

NOUS, MAL-LOGÉ-ES

Nous, sans-abris, locataires HLM, locataires du privé, hébergé.e.s, expulsé.e.s, squatteur.ses, unissons nos voix car nous sommes tous.tes mal-logéEs !

Nous sommes les premières victimes des crises sanitaires, économiques et environnementales.

Nous dormons dans la rue, les parcs, nos voitures, chez des ami.e.s.

Nous sommes hébergé.e.s dans des hôtels pas adaptés, des foyers que nous devons quitter pendant la journée, des gymnases. Nos conditions de vie nient nos droits les plus élémentaires comme le droit à choisir notre alimentation, notre droit à l'intimité, l'autonomie et la dignité.

Nous vivons dans des appartements insalubres, nous n'obtenons pas de mutation de logement social quand nous en faisons la demande, nous n'avons plus les moyens de payer nos loyers, nous sommes menacé.e.s par nos propriétaires publics et privés, nous sommes réveillé.e.s par la police, un matin, pour nous forcer à quitter notre domicile.

Nous sommes handicapé.e.s, isolé.e.s, battues, rejeté.e.s, en demande de papiers, jeunes majeur.e.s, célibataires, en famille avec de jeunes enfants et des bébés. Nous sommes étudiant.e.s, retraité.e.s, à la rue, lycéen.ne.s, mères seules, ouvrier.e.s, salarié.e.s, chômeurs.ses, parents à temps plein...

Nous sommes malades.

Notre état de santé était dramatique bien avant la pandémie. Habiter la rue, un appartement insalubre ou sans chauffage, a des conséquences sur notre santé physique et psychique, conséquences encore plus graves pour nos enfants. Nos frais de santé s'ajoutent à nos charges et à nos loyers, nos bailleurs ne prennent pas en compte notre état de santé dans nos demandes de mutations et laissent nos immeubles se dégrader. Nous sommes mal pris en charge par les médecins dans nos centres d'hébergement et notre accès à la santé est compliqué quelle que soit notre situation.

Soigner c'est bien, guérir c'est mieux ! Tant que nos conditions de vie seront précaires, nous ne pourrons pas aller mieux ! Ainsi, nous sommes ce public à risque, victime deux fois de la pandémie : parce que nous avons peur de tomber malade et que nous sommes susceptibles de présenter des formes graves de COVID-19, parce que le contexte sanitaire rend notre existence et notre survie encore plus difficile.

Nos situations sont diverses mais nos revendications se rejoignent : des moyens humains et matériels proportionnels à la détresse des mal-logé.e.s QUOI QU'IL EN COÛTE !

Nous constatons que les pouvoirs publics ne saisissent pas l'urgence et la gravité de notre situation. Nous sommes reçus dans le mépris, nous sommes baladés, ridiculisés, insultés, discriminés, trahis.

Nous sommes victimes des mêmes décisions politiques qui privilégient l'enrichissement et la spéculation à nos dépens, les intérêts électoraux avant le bien commun.

Nous réclamons le droit à un toit, à une existence digne, au choix de notre logement et de son emplacement, un loyer dans nos moyens et la possibilité de se chauffer sans nous ruiner.

RÉQUISITION DES LOGEMENTS VIDES

Sur le territoire de la Métro de Grenoble : 17.000 logements vides, 1.800 personnes (officiellement) sans-domicile-fixe, 17.000 foyers en attente d'un logement social

DES LOGEMENTS TRÈS SOCIAUX, RÉHABILITÉS, SANS AUGMENTATION DE CHARGES

CRÉATION D'UNE INSTANCE LOCALE ET TRANSPARENTE DE CONTRÔLE DE L'ACTION DES BAILLEURS

RETOUR DES CONCIERGERIES DANS LES IMMEUBLES

Contre les expulsions qui vont se multiplier au printemps 2021,
NOUS DÉCLARONS LE DROIT AU LOGEMENT INALIÉNABLE ET UNIVERSEL À INSCRIRE D'URGENCE DANS LA CONSTITUTION FRANÇAISE

Nous sommes ensemble dans la lutte et ne lâcherons rien avant d'obtenir un logement adapté et décent pour tous.tes celles et ceux en situation de détresse !

A Grenoble, le 1^{er} décembre 2020

Avec le soutien de : DAL 38,